



**Pacific Pilotage
Authority Canada**

**Administration de pilotage
du Pacifique Canada**

Administration de pilotage du Pacifique

ÉTATS FINANCIERS NON AUDITÉS

Résultats trimestriels

Période de neuf mois jusqu'au 30 septembre 2023

- Déclaration de la responsabilité de la direction
- États financiers non audités et notes
- Discussion et analyse de la direction

ADMINISTRATION DE PILOTAGE DU PACIFIQUE

1130, rue Pender Ouest, bureau 1000

Vancouver (C.-B.) V6E 4A4

ÉTATS FINANCIERS NON AUDITÉS

Résultats trimestriels

Période de neuf mois jusqu'au 30 septembre 2023

Déclaration de la responsabilité de la direction

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers trimestriels conformément à la Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Conseil du Trésor du Canada, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers trimestriels exempts d'anomalies significatives. Elle est également chargée de veiller à ce que toutes les autres informations présentées dans le présent rapport financier trimestriel concordent, le cas échéant, avec celles contenues dans les états financiers trimestriels.

À notre connaissance, les présents états financiers trimestriels non audités donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de l'Administration pour les périodes en question et aux dates de clôture présentées dans les états financiers trimestriels, et de ses résultats et flux de trésorerie.

Original signé par :

Julie Gascon
Première dirigeante

Vancouver (Colombie-Britannique)
Le 10 novembre 2023

Original signé par :

Stuart Mackenzie
Dirigeant principal des finances

ADMINISTRATION DE PILOTAGE DU PACIFIQUE

Non audité

État de la situation financière
(en milliers de dollars canadiens)

ACTIFS

	30 septembre 2023	Au	31 décembre 2022
À court terme			
Trésorerie	14 181	\$	6 944
Comptes clients	6 935		5 476
Investissements	1 210		1 248
Frais payés d'avance et autres créances	1 347		996
	<u>23 673</u>		<u>14 664</u>
À long terme			
Placements	1 664		1 129
Autres créances	152		149
Immobilisations corporelles	17 400		17 257
Actifs incorporels	955		995
	<u>20 171</u>		<u>19 530</u>
	<u>43 844</u>	\$	<u>34 194</u>

PASSIFS

À court terme			
Créditeurs et charges à payer	16 592	\$	12 686
Dette bancaire	332		472
Autres avantages du personnel	-		130
Obligations locatives	224		182
	<u>17 148</u>		<u>13 470</u>
À long terme			
Emprunts	4 582		4 805
Autres avantages du personnel	579		549
Obligations locatives	2 185		2 359
	<u>7 346</u>		<u>7 713</u>
	<u>24 494</u>		<u>21 183</u>

CAPITAUX PROPRES

Bénéfices non distribués	19 350		13 011
	<u>43 844</u>	\$	<u>34 194</u>

ADMINISTRATION DE PILOTAGE DU PACIFIQUE

Non audité

État du résultat global
(en milliers de dollars canadiens)

	Trois mois jusqu'au 30 septembre		Neuf mois jusqu'au 30 septembre	
	2023	2022	2023	2022
	\$	\$	\$	\$
Produits				
Droits de pilotage	36 371	33 713	95 733	81 132
Placements et autres produits	319	88	600	237
	<hr/> 36 690	<hr/> 33 801	<hr/> 96 333	<hr/> 81 369
Charges				
Honoraires des pilotes à contrat	22 670	21 153	58 534	51 916
Salaires et avantages du personnel	4 338	3 839	12 793	11 659
Transport des pilotes	4 238	3 708	9 865	8 800
Carburant	867	896	2 088	2 252
Amortissement	516	487	1 520	1 456
Formation des pilotes	617	654	1 569	2 296
Services professionnels et spéciaux	396	493	1 239	1 315
Réparations et entretien	337	330	894	869
Services informatiques	47	139	400	362
Services publics, équipements, fournitures et autres	111	93	355	272
Locations	74	63	231	185
Frais financiers	84	57	230	174
Frais de déplacement	52	25	144	112
Assurances	44	41	132	124
	<hr/> 34 391	<hr/> 31 978	<hr/> 89 994	<hr/> 81 792
Bénéfice (perte) pour la période	2 299	1 823	6 339	(423)
Autres éléments du résultat global, ne devant pas être reclassés dans l'état du résultat au cours d'une période ultérieure	-	-	-	-
Bénéfice (perte) global(e) total(e)	2 299	1 823	6 339	(423)

ADMINISTRATION DE PILOTAGE DU PACIFIQUE

Non audité

État des variations des capitaux propres
(en milliers de dollars canadiens)

	Neuf mois jusqu'au 30 septembre	
	2023	2022
Bénéfices non distribués au début de l'exercice	13 011 \$	11 981 \$
Bénéfice (perte) pour l'exercice	6 339	(2 246)
Autres éléments du résultat global (perte) et ajustements	-	-
Perte globale totale	<u>6 339</u>	<u>(2 246)</u>
Bénéfices non distribués à la clôture de la période	<u>19 350</u> \$	<u>9 735</u> \$

ADMINISTRATION DE PILOTAGE DU PACIFIQUE

Non audité

État des flux de trésorerie
(en milliers de dollars canadiens)

	Trois mois jusqu'au 30 septembre		Neuf mois jusqu'au 30 septembre	
	2023	2022	2023	2022
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles				
Entrées de trésorerie – clients	35 740	\$ 32 819	\$ 94 274	\$ 76 843
Sorties de trésorerie – fournisseurs et autres	(28 403)	(26 950)	(71 753)	(64 548)
Sorties de trésorerie – salariés	(4 400)	(4 169)	(12 806)	(12 026)
Frais financiers payés	(84)	(57)	(230)	(174)
Autres produits reçus	319	88	600	237
Flux net de trésorerie généré par (utilisé pour) les activités opérationnelles	<u>3 172</u>	<u>1 731</u>	<u>10 085</u>	<u>332</u>
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement				
Vente (achat) de placements	(243)	(11)	(497)	488
Acquisition d'immobilisations corporelles	(655)	(297)	(1 582)	(1 278)
Acquisition d'actifs incorporels	(40)	-	(274)	(280)
Flux net de trésorerie utilisé pour les activités d'investissement	<u>(938)</u>	<u>(308)</u>	<u>(2 353)</u>	<u>(1 070)</u>
Flux de trésorerie liés aux activités de financement				
Remboursement d'emprunts	(121)	(180)	(363)	(531)
Remboursement des obligations locatives	(50)	(103)	(132)	(247)
Flux de trésorerie net utilisé pour les activités de financement	<u>(171)</u>	<u>(283)</u>	<u>(495)</u>	<u>(778)</u>
Augmentation (baisse) nette de la trésorerie	2 063	1 140	7 237	(1 516)
Trésorerie au début de la période	12 118	3 938	6 944	6 594
Trésorerie à la fin de la période	<u>14 181</u>	<u>5 078</u>	<u>14 181</u>	<u>5 078</u>

Mode de présentation

Conformément à la norme du Conseil du Trésor du Canada, les présents états financiers ne comprennent pas la totalité des éléments exigés pour les états financiers annuels et devraient être lus avec les états financiers annuels de l'Administration audités pour l'exercice qui a pris fin le 31 décembre 2022. La direction est d'avis que les états financiers tiennent compte de tous les ajustements nécessaires à la présentation juste des résultats pour la période intérimaire dont il est question.

1. Administration et objectifs

L'Administration de pilotage du Pacifique (l'« Administration ») a été constituée en 1972 en vertu de la *Loi sur le pilotage* (la « Loi »). Elle a pour objectifs d'établir, d'exploiter, d'entretenir et de gérer un service de pilotage sûr et efficace dans certaines eaux canadiennes désignées.

L'Administration est une société d'État inscrite à la partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et elle n'est pas assujettie à l'impôt sur le revenu.

Les droits de pilotage établis par l'Administration pour les services de pilotage obligatoire sont régis par la Loi sur le pilotage et doivent être établis conformément aux principes qui régissent leur perception dans la Loi sur le pilotage. La Loi sur le pilotage prévoit que les droits de pilotage doivent être fixés à des niveaux qui sont équitables et raisonnables et qui permettent à l'Administration d'être financièrement autonome.

Les services de pilotage côtier sont assurés par la British Columbia Coast Pilots Ltd en vertu d'une entente de prestation de services. Sur le fleuve Fraser, les services de pilotage sont assurés par des employés pilotes de l'Administration.

En juillet 2015, l'Administration a reçu des instructions en vertu de l'article 89 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* pour harmoniser ses politiques, lignes directrices et pratiques de dépenses de voyages, d'accueil, de conférences et d'événements avec les politiques, directives et instruments connexes sur les dépenses de voyages, d'accueil, de conférences et d'événements du Conseil du Trésor (C.P. 2015-1114), d'une manière qui est conforme à ses obligations légales, et pour rendre compte de la mise en œuvre de ces instructions dans son prochain plan d'entreprise. L'Administration a achevé la mise en œuvre de cette directive en janvier 2019 et confirme que les exigences de la directive ont été respectées durant la période de neuf mois ayant pris fin le 30 septembre 2023.

La principale adresse enregistrée des locaux et du bureau des dossiers de l'Administration est le 1130, rue Pender Ouest, bureau 1000, Vancouver, Colombie-Britannique.

2. Principales méthodes comptables

2.1 Énoncé de conformité

Les présents états financiers ont été préparés en conformité avec les Normes internationales d'information financière [International Financial Reporting Standards (IFRS)].

Le Comité des finances et d'audit a autorisé la publication des états financiers trimestriels le 16 août 2023.

2.2 Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie comprend l'encaisse et les dépôts en dollars canadiens conservés dans des banques à charte canadiennes. Les équivalents de trésorerie comprennent les placements à court terme très liquides, facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et soumis à un risque négligeable de changement de valeur. L'Administration n'avait aucun équivalent de trésorerie au 30 septembre 2023.

2.3 Instruments financiers

Les actifs et les passifs financiers sont évalués initialement à la juste valeur. Les coûts des transactions qui sont directement attribuables à l'acquisition d'actifs financiers ou à l'émission de passifs (autres que les actifs financiers et les passifs financiers mesurés à la juste valeur par le biais du résultat net) sont ajoutés à la juste valeur des actifs ou des passifs, ou ils sont déduits, s'il y a lieu, à la comptabilisation initiale. Les coûts des transactions qui sont directement attribuables à l'acquisition des actifs ou de passifs financiers mesurés à la juste valeur par le biais du résultat net sont comptabilisés immédiatement en résultat.

Actifs financiers

Les actifs financiers de l'Administration incluent la trésorerie, les créances clients, certaines autres créances et les placements.

Lors de la comptabilisation initiale, l'Administration classe ses actifs financiers tels qu'ils sont mesurés à un coût amorti, à la juste valeur par le biais d'autres résultats globaux ou à la juste valeur par le biais des profits ou pertes.

Les actifs financiers sont reclassifiés après leur comptabilisation initiale quand l'Administration change son modèle de gestion pour gérer ces actifs financiers, auquel cas tous les actifs financiers affectés sont reclassifiés le premier jour de la première période de déclaration suivant le changement dans le modèle de gestion.

Les actifs financiers qui ne sont pas conçus pour être mesurés à la juste valeur par le biais des profits et pertes sont enregistrés au coût amorti ou à leur juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, le cas échéant.

Les actifs financiers sont mesurés à un coût amorti lorsque les deux conditions suivantes sont remplies :

- (a) Les actifs financiers sont détenus à l'intérieur d'un modèle d'affaires dont l'objectif consiste à détenir des actifs financiers pour recueillir des flux de trésorerie contractuels;
- (b) Les modalités contractuelles des actifs financiers engendrent des flux de trésorerie à des dates spécifiques, qui sont uniquement des paiements de principal et d'intérêts sur le montant de principal non réglé.

Les actifs financiers sont mesurés à leur juste valeur par le biais d'autres résultats globaux quand les deux conditions suivantes sont remplies :

- (a) Les actifs financiers sont détenus dans un modèle d'affaires dont l'objectif est atteint en recueillant les flux de trésorerie contractuels et en vendant les actifs financiers;
- (b) Les modalités contractuelles des actifs financiers engendrent des flux de trésorerie à des dates spécifiques, qui sont uniquement des paiements de principal et d'intérêts sur le montant de principal non réglé.

La trésorerie de l'Administration est comptabilisée initialement à sa juste valeur, puis mesurée au coût amorti.

Les créances clients sont initialement constatées au prix de transaction; certaines autres créances sont comptabilisées initialement à la juste valeur, et toutes sont ensuite mesurées au coût après amortissement selon la méthode des intérêts effectifs, moins la provision pour moins-value, le cas échéant. Les débiteurs sont pris en considération individuellement pour une baisse de valeur lorsqu'elles sont en souffrance ou si d'autres preuves objectives sont reçues selon lesquelles une contrepartie précise fera défaut. Les créances qui ne sont pas considérées individuellement comme ayant subi une baisse de valeur sont examinées quant à leur dépréciation en groupes, qui sont déterminés en fonction de l'industrie et de la région de la contrepartie et d'autres caractéristiques du risque de crédit partagé. L'estimation de la moins-value est ensuite fondée sur les taux des défauts historiques récents des contreparties pour chaque groupe établi.

Étant donné que l'objectif de la politique de placement de l'Administration consiste à détenir des placements et à recueillir à des dates spécifiques des flux de trésorerie contractuels qui sont uniquement du principal et des intérêts sur les montants non réglés, les placements de l'Administration sont mesurés à un

coût amorti. Les placements classifiés tels qu'évalués à un coût amorti sont initialement comptabilisés à la juste valeur et évalués ensuite à un coût amorti selon la méthode des taux d'intérêt en vigueur. Au besoin, l'Administration comptabilise une déduction pour les pertes de crédit. Ces pertes de crédit sont incluses dans les autres éléments du résultat global et réduisent la valeur comptable des placements connexes. Les intérêts créditeurs et les gains ou pertes sur la décomptabilisation sont inclus dans les autres éléments du résultat global.

Passifs financiers

Les passifs financiers sont comptabilisés quand l'Administration devient une partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier sont classés comme étant mesurés au coût amorti, sauf pour le passif financier comptabilisé mesuré à la juste valeur par le biais des profits ou pertes.

Les passifs financiers de l'Administration comprennent les créiteurs et les charges à payer, les obligations locatives et les emprunts, et ils sont tous classés comme étant mesurés au coût après amortissement selon la méthode des intérêts effectifs. Le passif financier est supprimé du bilan quand l'obligation spécifiée dans le contrat est résiliée, annulée ou expirée.

2.4 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées initialement au coût, et par la suite comptabilisées au coût moins l'amortissement cumulé et toute moins-valeur cumulée. Le coût des actifs construits par l'Administration comprend les frais de conception et de gestion du projet, les frais juridiques, le coût des matériaux et celui de la construction, ainsi que les intérêts sur les prêts directement attribuables à la construction. Les moteurs de rechange sont comptabilisés au coût et ils commencent à être amortis dès qu'ils entrent en service.

L'amortissement est comptabilisé de façon à affecter le coût ou l'évaluation des actifs moins leur valeur résiduelle au cours de leur vie utile, selon la méthode linéaire. La durée de vie utile, les valeurs résiduelles et les méthodes d'amortissement estimées sont examinées à la fin de chaque période de rapport, et les modifications d'estimations comptables sont représentées de façon prospective. Les durées de vie utile des actifs de l'Administration sont les suivantes :

- Bâtiments et quais flottants 10 à 20 ans
- Bateaux-pilotes 25 ans
- Moteurs de bateaux-pilotes 10 250 heures de fonctionnement
- Générateurs pour bateaux-pilotes 10 ans
- Équipement
 - Communication et autre 4 à 10 ans
 - Ordinateurs 3 ans
 - Simulateurs 5 à 7 ans
- Améliorations locatives Plus courte des deux périodes suivantes : 10 ans ou durée restante du bail
- Actifs au titre du droit d'utilisation Durée restante du bail

En ce qui concerne les simulateurs, les coûts des logiciels achetés par l'Administration pour son propre usage et qui font partie intégrante du matériel (parce que l'équipement ne peut pas fonctionner sans ce logiciel) sont considérés comme faisant partie du coût du matériel informatique et inscrits dans les immobilisations corporelles.

De plus, l'Administration examine la valeur comptable de ses actifs non financiers, ce qui comprend les immobilisations corporelles, à chaque fin d'exercice financier pour déterminer s'il existe des signes de baisse de valeur. S'il y a de tels signes, la valeur recouvrable de l'actif est estimée.

Pour l'évaluation de la baisse de valeur, les actifs qui ne peuvent pas être testés individuellement sont regroupés pour former le plus petit groupe d'actifs générant, par leur utilisation continue, des entrées de fonds largement

indépendantes des entrées de fonds générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs (« unité génératrice de trésorerie » ou « UGT »).

La valeur recouvrable d'un actif ou d'une UGT est la valeur la plus élevée entre sa valeur d'usage et sa juste valeur moins les coûts de vente. Aux fins de l'évaluation de la valeur d'usage, les flux de trésorerie futurs estimés sont comptabilisés à leur valeur actualisée au moyen d'un taux d'actualisation qui reflète les évaluations actuelles du marché pour la valeur de rendement de l'argent et les risques propres à l'actif.

Une perte de valeur est comptabilisée si la valeur comptable d'un actif ou d'une UGT excède sa valeur recouvrable estimée. Les pertes de valeur sont comptabilisées dans le résultat global.

Les pertes de valeur comptabilisées au cours de périodes antérieures sont évaluées à chaque fin d'exercice afin de déterminer s'il existe des indications qui confirment que la perte a diminué ou bien qu'elle n'existe plus. Une perte de valeur est reprise s'il y a eu un changement dans les estimations ayant servi à déterminer la valeur recouvrable. Une perte de valeur n'est reprise que dans la mesure où la valeur comptable de l'actif n'excède pas la valeur comptable qui aurait été déterminée, après amortissement, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée.

2.5 Actifs incorporels

Les logiciels acquis sont enregistrés au prix coûtant et amortis en ligne droite pendant leur durée de vie utile estimée de 10 ans.

2.6 Contrats de location

Un preneur comptabilise un actif au titre du droit d'utilisation représentant son droit d'utiliser l'actif sous-jacent et un passif locatif représentant son obligation d'effectuer des paiements locatifs.

i. Détermination si un accord contient un contrat de location

Au début d'un accord, l'Administration évalue s'il s'agit d'un contrat de location ou s'il en contient un. Un accord est un contrat de location ou en contient un s'il accorde le droit de contrôler l'utilisation d'un actif identifié pour un certain temps en échange d'une contrepartie. Pour déterminer si un accord donne le droit de contrôler l'utilisation d'un actif identifié, l'Administration évalue si :

- L'accord comprend l'utilisation d'un actif identifié;
- L'Administration a le droit d'obtenir essentiellement tous les avantages économiques découlant de l'utilisation de l'actif tout au long de la période d'utilisation; et
- L'Administration a le droit d'imposer l'utilisation de l'actif.

Pour des raisons pratiques, l'Administration a décidé de :

- Comptabiliser les contrats de location arrivant à terme dans moins de 12 mois comme des contrats de location et des dépenses à court terme en ligne droite pour la durée du contrat de location; et
- Comptabiliser les paiements des contrats de location comme une dépense et de ne pas constater l'actif au titre du droit d'utilisation si l'actif sous-jacent est d'une valeur inférieure.

ii. Reconnaissance et mesure de l'actif au titre du droit d'utilisation

Pour les accords qui contiennent un contrat de location, l'Administration comptabilise un actif au titre du droit d'utilisation et un passif locatif à la date à laquelle débute le contrat de location. L'actif au titre du droit d'utilisation est initialement mesuré selon son coût, lequel comprend le montant initial du passif locatif ajusté en fonction des paiements locatifs effectués à la date où commence le contrat de location ou avant cela, plus tous les coûts directs initialement engagés et une estimation des coûts pour démonter et éliminer l'actif sous-jacent ou le remettre dans son état d'origine, moins les incitatifs locatifs reçus.

L'actif au titre du droit d'utilisation est ensuite déprécié selon la méthode linéaire de la date de début à la fin de la vie utile de l'actif au titre du droit d'utilisation ou à la fin du contrat de location, selon la première éventualité. La durée de vie utile estimative des actifs au titre du droit d'utilisation est déterminée sur la même base que celle des biens et de l'équipement.

iii. Durée du contrat de location

La durée du contrat de location inclut les périodes couvertes par une option de prolongation si l'Administration est raisonnablement sûre de s'en prévaloir, ainsi que les périodes couvertes par une option permettant de résilier le contrat de location si l'Administration est raisonnablement certaine de ne pas s'en prévaloir. En outre, l'actif au titre du droit d'utilisation est périodiquement réduit par les moins-values, le cas échéant, et ajusté pour les réévaluations du passif locatif.

iv. Comptabilisation et mesure du passif locatif

Le passif locatif est initialement mesuré à la valeur actuelle des paiements du contrat de location non effectués à la date de début, réduits selon le taux d'intérêt implicite du contrat de location ou, si ce taux ne peut pas être immédiatement déterminé, le taux d'emprunt marginal de l'Administration sera utilisé. Toutes les options de prolongation ont été incluses dans la mesure des obligations locatives, le cas échéant. Les paiements pour les renouvellements optionnels et les options d'achat sont inclus si l'on est raisonnablement certain qu'ils seront effectués. Les paiements locatifs variables qui dépendent des ventes ou de l'usage sont exclus du passif locatif et comptabilisés comme des revenus tels que générés. Les paiements variables qui dépendent d'un indice ou taux sont inclus dans le passif locatif en fonction de l'indice ou du taux en vigueur à chaque date de bilan.

Le passif locatif est ensuite mesuré à un coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt en vigueur. Il est ensuite mesuré de nouveau quand il y a un changement dans l'estimation par l'Administration du montant qu'elle s'attend à payer en vertu d'une garantie de valeur résiduelle, quand il y a un changement dans les paiements locatifs futurs par rapport à un changement de taux utilisé pour déterminer ces paiements ou si l'Administration change son évaluation pour ce qui est de se prévaloir ou non d'une option d'achat, de prolongation ou de résiliation.

Quand le passif locatif est mesuré de nouveau de cette façon, un ajustement correspondant est effectué à la valeur comptable de l'actif au titre du droit d'utilisation ou enregistré dans les profits et pertes si la valeur comptable de l'actif au titre du droit d'utilisation a été ramenée à zéro.

2.7 Avantages du personnel

i. Prestations de retraite

Tous les salariés admissibles de l'Administration participent au Régime de pension de retraite de la fonction publique (le « Régime »), un régime de pension contributif interentreprises à prestations déterminées qui est établi aux termes de la législation et administré par le gouvernement du Canada. Les cotisations sont requises de la part des salariés et de l'Administration pour payer les coûts des services actuels. En vertu de la législation actuellement en place, l'Administration n'a pas d'obligation juridique ou implicite de verser des cotisations supplémentaires à l'égard de tout service antérieur ou de toute insuffisance de financement du Régime. Par conséquent, les cotisations sont comptabilisées comme une charge durant l'exercice pendant lequel les salariés rendent les services, et elles représentent l'obligation totale de l'Administration en matière du régime de retraite.

ii. Autres avantages sociaux du personnel

Les membres de la direction, les salariés syndiqués et les pilotes du fleuve Fraser ont droit à des congés de maladie aux termes des conventions collectives ou des contrats de travail. Les salariés syndiqués ont droit à des indemnités de départ accumulées jusqu'au 31 mars 2018. Le passif lié au

paiement de ces indemnités est estimé et comptabilisé dans les états financiers au fur et à mesure que les indemnités sont accumulées par les salariés.

Les coûts relatifs aux prestations déterminées et l'obligation correspondante sont déterminés de façon actuarielle selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services, en tenant compte de la meilleure estimation de la direction.

Les gains et pertes actuariels sont comptabilisés immédiatement dans les autres éléments du résultat global (AERG).

2.8 Comptabilisation des produits

L'Administration comptabilise les produits au moment du transfert du contrôle des services promis aux clients selon un montant qui reflète la somme à laquelle l'Administration s'attend à recueillir en échange des services de pilotage qu'elle fournit. L'Administration a déterminé que le contrôle des services de pilotage est passé lorsque le pilote affecté à un navire a terminé l'affectation de pilotage ou lorsque l'affectation est annulée.

3. Jugements et estimations comptables importants

La préparation des états financiers oblige à faire preuve de jugement en appliquant les méthodes comptables et en faisant des estimations comptables essentielles qui affectent les montants d'actifs, de passifs, de revenus et de dépenses déclarés. Ces jugements et estimations sont basés sur la meilleure connaissance qu'a la direction des faits et circonstances pertinents, compte tenu de l'expérience antérieure, mais les résultats réels peuvent différer des montants inclus dans les états financiers. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont revues de façon continue. Les révisions des estimations comptables sont constatées dans la période au cours de laquelle les estimations sont révisées et dans les périodes futures.

(a) Jugements comptables importants

Contrats de location

L'application de la norme IFRS 16 « Contrats de location » oblige l'Administration à porter des jugements qui ont une incidence sur l'évaluation des passifs liés aux contrats de location et des actifs au titre du droit d'utilisation. Cela consiste notamment à déterminer les contrats de location entrant dans le champ d'application de la norme IFRS 16 et à en déterminer la durée.

La durée des contrats telle que déterminée par l'Administration comprend la période non résiliable des contrats de location, les périodes couvertes par une option de prolongation du bail si l'Administration a la certitude raisonnable d'exercer cette option et les périodes couvertes par une option de résiliation du bail si l'Administration a la certitude raisonnable de ne pas exercer cette option. La même durée est appliquée pour déterminer le taux d'amortissement des actifs au titre du droit d'utilisation.

(b) Estimations comptables importantes

Amortissement – immobilisations corporelles

Les composantes importantes des immobilisations corporelles sont amorties sur leur durée de vie utile estimée. Les durées de vie sont déterminées en fonction des faits actuels et de l'expérience passée. Bien que ces estimations de durée de vie utile soient revues régulièrement et que les calculs de l'amortissement soient révisés en conséquence, les durées de vie réelle peuvent différer des estimations. Ainsi, les actifs peuvent continuer à être utilisés après avoir été entièrement amortis ou peuvent être mis hors service ou cédés avant d'être entièrement amortis.

Discussion et analyse de la direction

Résultats financiers non audités en date du 30 septembre 2023

Affectations	Données actuelles 2023	Données actuelles 2022	Différence	Budget 2023	Écart
Voyages côtiers	9 494	8 991	503	7 828	1 666
Voyages fluviaux	807	720	87	636	171
Total	10 301	9 711	590	8 464	1 837

Pour la période de neuf mois se terminant le 30 septembre 2023, l'Administration a effectué 10 301 affectations de pilotage, ce qui représente une augmentation de 590 affectations, ou 6 %, par rapport à l'année précédente et 22 % de plus que prévu au budget. L'écart par rapport à l'année précédente est attribuable à une récolte abondante de céréales en 2022 qui a eu un impact favorable sur les expéditions de céréales au début de 2023, alors que la récolte de l'année précédente avait été mauvaise. L'écart favorable par rapport au budget est attribuable non seulement à de fortes expéditions de céréales mais également au fait que l'impact de la récession globale attendue sur les affectations de pilotage n'a pas été aussi grave que prévue. Avec ces niveaux de trafic, nous avons généré des produits de 96,3 millions de dollars et un bénéfice net de 6,3 millions de dollars pour cette période.

Les flux de trésorerie découlant des activités d'exploitation ont entraîné un apport de 10,1 millions de dollars pour la période de neuf mois. Ces entrées de fonds ont été atténuées par des dépenses d'immobilisations de 1,8 million de dollars, 0,5 million en achat de placements et le remboursement de 0,5 million de dollars sur la dette. Ainsi, la trésorerie et les équivalents de trésorerie ont augmenté de 7,3 millions de dollars, passant de 6,9 millions de dollars au 31 décembre 2022 à 14,2 millions de dollars au 30 septembre 2023. Notre dette au 30 septembre 2023 s'élevait à 4,9 millions de dollars.

Les dépenses d'immobilisations de 1,8 million de dollars pour l'année en cours comprenaient 0,9 million de dollars en équipement (GPS pour les unités de pilotage portables et les radios), 0,4 million de dollars pour les rénovations des locaux à bureaux, 0,3 million de dollars pour notre nouveau système de répartition et de facturation et 0,2 million de dollars en mises à niveau des bateaux-pilotes. Les dépenses d'immobilisations prévues pour l'ensemble de l'année s'élèvent à 3,2 millions de dollars et comprennent le remplacement du moteur de l'un de nos bateaux-pilotes, qui pourrait être reporté à l'année prochaine.

Analyse des secteurs opérationnels

Neuf mois jusqu'au 30 septembre

	2023	2022	Écart	2023	Variance
	Données réelles	Données réelles		Budget	
	milliers de dollars	milliers de dollars	%	milliers de dollars	%
Produits du pilotage côtier	65 596	55 597	18 %	53 617	22 %
Charges des pilotes côtiers contractuels	(58 534)	(51 916)	13 %	(48 594)	-20 %
Marge du pilotage côtier	7 062	3 681		5 023	
Produits des bateaux-pilotes	12 044	10 634	13 %	10 320	17 %
Charges des bateaux-pilotes	(10 827)	(10 183)	6 %	(9 998)	-8 %
Marge des bateaux-pilotes	1 217	451		322	
Produits des déplacements	9 431	7 890	20 %	7 752	22 %
Charges des déplacements des pilotes	(7 460)	(7 036)	6 %	(5 935)	-26 %
Marge des déplacements	1 971	854		1 817	
Produits du pilotage fluvial	3 213	2 512	28 %	2 516	28 %
Salaires et avantages sociaux des pilotes fluviaux	(2 985)	(2 612)	14 %	(2 817)	-6 %
Marge du pilotage fluvial	228	(100)		(301)	
Marge totale	10 478	4 886		6 861	
Autres produits et charges					
Suppléments	5 449	4 499	21 %	5 358	2 %
Autres produits	600	237	153 %	1 277	-53 %
Formation des pilotes	(1 569)	(2 296)	-32 %	(2 454)	36 %
Salaires et avantages sociaux du personnel administratif	(4 619)	(3 964)	17 %	(4 482)	-3 %
Autres charges	(2 481)	(2 329)	6 %	(2 548)	3 %
Amortissement	(1 519)	(1 456)	4 %	(2 826)	46 %
BÉNÉFICE (PERTE) TOTAL(E)	6 339 \$	(423) \$		1 186 \$	

Les résultats financiers pour la période de neuf mois se terminant le 30 septembre 2023 ont été supérieurs de 6,8 millions de dollars par rapport à l'an dernier et de 5,2 millions supérieurs aux prévisions. Les écarts importants d'une année sur l'autre sont expliqués ci-dessous :

- Les produits du pilotage côtier ont augmenté de 18 % par rapport à l'an dernier en raison des fortes expéditions de céréales et une augmentation à la tarification des droits de service. Les produits étaient également supérieurs aux prévisions de 22 % pour les neuf premiers mois de l'exercice 2023 car l'impact attendu de la récession globale n'a pas été aussi grave que l'on s'attendait. Les changements suivants ont été observés aux volumes d'affectations par rapport à l'année précédente pour les secteurs d'activité clés:
 - Porte-conteneurs – (11 %)

- Céréales – 74 %
- Croisières – 7 %
- Charbon –1 %
- Produits forestiers – (12 %)
- Porte-véhicules – 22 %

Les variations dans les produits du pilotage côtier par rapport à l'année d'avant sont largement reflétées dans les charges des pilotes côtiers contractuels, qui varient de façon directe en fonction des volumes d'affectations.

Globalement, les marges du pilotage côtier pour les neuf premiers mois de l'exercice 2023 se sont établies à 11% des produits, en hausse par rapport aux 7 % pour la même période l'an dernier. Cette hausse des marges est largement imputable au moment de l'entrée en vigueur des augmentations aux droits de service en rapport avec les hausses de tarifs contractuels payables aux pilotes côtiers. En raison du délai d'entrée en vigueur de l'augmentation annuelle des droits de service en 2022 jusqu'en juin, il y a eu deux augmentations dans une période de douze mois (juin à mai), alors qu'il n'y a eu qu'une seule augmentation aux tarifs contractuels payables aux pilotes côtiers durant la même période. Les marges du pilotage côtier sont également légèrement supérieures aux prévisions car celles-ci étaient plus prudentes étant donné la menace d'une récession.

- Les produits tirés des bateaux-pilotes ont été supérieurs de 13 % par rapport à l'an dernier pour les neuf premiers mois de l'exercice 2023 en raison de l'augmentation des affectations et des tarifs. Les charges liées aux bateaux-pilotes ont augmenté de 6 % par rapport à l'année précédente, toutefois dans une proportion moindre, car les salaires sont généralement de nature fixe et n'augmentent pas nécessairement en proportion directe de l'augmentation des produits. Les marges dans ce secteur se sont donc améliorées à 10 % pour la période, soit au-dessus de la marge de 4 % l'an dernier.
- Les produits des déplacements ont été supérieurs de 20 % par rapport à l'an dernier pour les neuf premiers mois de l'exercice 2023 en raison de l'augmentation des affectations et des tarifs. Les dépenses liées aux déplacements ont été supérieures de 6 % seulement par rapport à l'année dernière car durant les trois premiers mois de 2022, nous avons continué à utiliser des vols nolisés avant que les restrictions liées à la pandémie ne soient finalement abolies et que nous recommencions à utiliser des vols réguliers plus économiques pour la majorité des déplacements des pilotes. Avec l'augmentation des revenus et une hausse moins importante des coûts, les marges sur les déplacements se sont améliorées à 21 % pour les neuf premiers mois de 2023. Les marges réelles ont été légèrement inférieures aux prévisions car les produits des déplacements par affectation étaient inférieurs en raison d'une combinaison différente d'affectations et des coûts de déplacement par affectation légèrement supérieurs aux prévisions.
- Les produits du pilotage fluvial ont été supérieurs de 28 % par rapport à l'an dernier pour les neuf premiers mois de l'exercice 2023 en raison de la hausse des affectations et des tarifs. Les marges dans ce secteur ont été de 7 % pour la période, au-dessus des marges de (4) % affichées l'an dernier, lesquelles ont subi l'incidence négative de l'augmentation des heures supplémentaires de remplacement pour les pilotes en congé de maladie.
- Les produits tirés des suppléments ont augmenté par rapport à l'année précédente en raison de la hausse des affectations et une augmentation du supplément provisoire de 175 \$ à 400 \$ par affectation en juin 2022, qui a par la suite été réduit à 250 \$ en avril 2023.
- Les dépenses de formation des pilotes pour les neuf premiers mois de 2023 ont été inférieures à l'année précédente car il y avait deux apprentis de moins durant cette période et le retard dans la formation causé par la pandémie a été largement rattrapé. L'écart par rapport aux dépenses de formation prévues est en partie dû au calendrier, car certains coûts seront engagés au quatrième trimestre, et en partie au nombre moins élevé de pilotes participant aux formations que prévu en raison d'une année chargée en termes d'affectations.
- Les salaires et avantages sociaux administratifs pour les neuf premiers mois de l'exercice 2023 étaient de 17 % supérieurs à ceux de l'année précédente, principalement en raison des coûts de transition ponctuels encourus pour un chevauchement de personnel, car plusieurs postes clés ont été remplacés.

- Les montants prévus aux rubriques Autres produits (recouvrement des coûts liés aux hélicoptères) et Amortissement (amortissement d'un actif au titre du droit d'utilisation) reflétaient l'attente selon laquelle un contrat d'hélicoptère pour le transport des pilotes vers et depuis les pétroliers au départ du terminal agrandi de Trans Mountain serait en place à la mi-2023. Le démarrage est désormais attendu en 2024.

Principaux indicateurs de rendement

Le conseil d'administration examine régulièrement le rendement de l'Administration. Certains indicateurs clés de rendement se trouvent dans le présent rapport et sont divulgués ci-dessous.

Administration de pilotage du Pacifique INDICATEURS CLÉS DE RENDEMENT Période de neuf mois jusqu'au 30 septembre

Sécurité		2023	2022
1.	Incidents à bord de navires sous la conduite d'un pilote [0]	0	6
2.	Incidents à bord de bateaux-pilotes [0]	0	0
Fiabilité			
3.	Nombre de retards (heures) causés par les pilotes [0]	3 (7)	1 (2,5)
4.	Nombre de retards (heures) causés par des erreurs de répartition [0]	3 (4)	0
5.	Nombre de retards (heures) causés par les bateaux-pilotes [0]	1 (1,75)	0
6.	Nombre total de retard (total des heures de retard) [0]	7 (12,75)	1 (2,5)
Rendement: Général			
7.	Rapports de pollution des bateaux-pilotes [0]	0	0
8.	Maintien d'une moyenne de 5 jours ouvrables pour régler toutes les plaintes [≤ 5 jours]	6,6 jours	1,8 jours
9.	Maintien d'une moyenne de 5 jours ouvrables pour régler tous les différends concernant les factures [≤ 5 jours]	5,8 jours	2,2 jours
Rendement: Pilotes			
10.	Plaintes concernant le niveau de service offert par les pilotes [0 %] (nombre de plaintes / total des affectations)	0,04 %	0,06 %
11.	Rappels en pourcentage des affectations [$\leq 2,5$ %]	3,1 %	3 %
12.	Affectations annualisées par pilote		
	a) Côte [≥ 95]	116	117
	b) Fleuve Fraser [≥ 106]	127	120
13.	Utilisation des pilotes – retards au terminal [≤ 5 %] (nombre d'heures de retard au terminal / nombre total d'heures de l'affectation)	2 %	2 %
14.	Utilisation des pilotes – annulations [≤ 8 %] (nombre d'annulations / nombre d'affectations)	8 %	8 %
Finances			
15.	Coût moyen annuel par affectation		
	a) Produits [9 437 \$]	9 352 \$	8 379 \$
	b) Charges [9 357\$]	8 736 \$	8 423 \$
	c) Bénéfice (perte) [80]	616 \$	(44) \$
16.	Maintien de réserves adéquates (liquidités et placements) [\geq \$13M]	17,2M \$	7,0M \$
17.	Comptes débiteurs - % des factures de moins de 30 jours civils [≥ 95 %]	99 %	93 %
18.	Ratio de fonds de roulement – actifs à court terme/passifs à court terme [1.0]	1,38	1,03

[] : but